

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Adoption de la résolution
2391 du conseil de sécurité des
Nations unies sur le Sahel/Rappel de
la déclaration de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères - Union
européenne/Participation de Mme
Nathalie Loiseau au conseil affaires
générales - Irak**
(Paris, 11 décembre 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a rappelé la déclaration du ministre :

1- Adoption de la résolution 2391 du conseil de sécurité des Nations unies sur le Sahel (New York, 8 décembre 2017) - Rappel de la déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères

Je salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2391 du conseil de sécurité relative au soutien à la Force conjointe du G5 Sahel.

Avec cette résolution, le conseil de sécurité apporte une nouvelle fois, à l'initiative et dans le prolongement de la résolution 2359 du CSNU adoptée en juin dernier, un soutien politique clair et fort aux États du G5 Sahel, qui ont décidé d'unir leurs efforts pour lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Il reconnaît les progrès significatifs accomplis en quelques mois seulement et appelle chacun à prendre ses responsabilités pour que la force atteigne au plus tôt sa pleine capacité opérationnelle.

La résolution 2391 permet en outre de mettre en place un soutien logistique et opérationnel de la MINUSMA au bénéfice des unités de la Force conjointe opérant dans son périmètre d'action. Cette résolution rappelle également que la Force conjointe ne saurait être un succès sans des efforts concomitants sur le terrain du développement et sans le respect d'exigences fondamentales en matière de respect des droits de l'Homme.

Les Nations unies prennent ainsi leur part de l'effort international en faveur de la montée en puissance de la force du G5 Sahel et l'aidera à être pleinement efficace sur le terrain.

La France, avec ses partenaires et l'Union européenne, demeure pleinement mobilisée pour appuyer l'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel. Le soutien français à la force conjointe est constant depuis l'origine, par un appui opérationnel et en équipements. L'Union

européenne a engagé quant à elle 50 millions d'euros en sa faveur. D'autres contributeurs, tels les États-Unis, l'Arabie saoudite, le Danemark ou le Luxembourg ont récemment annoncé leur soutien.

Je voudrais rappeler par ailleurs qu'il ne saurait y avoir de stabilité durable au Sahel sans une mise en oeuvre pleine et effective de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Nous appelons l'ensemble des parties maliennes à renforcer leurs efforts en ce sens.

Il a fait la déclaration suivante :

2- Union européenne - Participation de Mme Nathalie Loiseau au conseil affaires générales (Bruxelles, 12 décembre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, participera le 12 décembre à Bruxelles au conseil affaires générales.

La préparation du conseil européen des 14 et 15 décembre à Bruxelles sera le principal point à l'ordre du jour. Mme Nathalie Loiseau réaffirmera l'engagement de la France en faveur d'avancées en matière de sécurité et de défense, ainsi que dans le domaine social, de l'éducation et de la culture. Elle demandera qu'un message d'ambition soit porté par l'Union européenne dans la lutte contre le changement climatique au lendemain de la COP23 à Bonn et du «One Planet Summit» qui se tiendra le même jour à Paris. Elle rappellera également l'urgence des actions à mener au niveau européen pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

À l'occasion du conseil affaires générales, les ministres adopteront une déclaration commune sur les priorités législatives de la Commission jusqu'à la fin de son mandat. Cette déclaration a été négociée depuis mi-novembre par le Parlement européen, le Conseil et la Commission. Sept priorités y sont identifiées : sécurité et défense ; migrations ; emplois, croissance et investissement ; Europe sociale ; marché unique numérique ; union de l'énergie et lutte contre le changement climatique ; légitimité démocratique de l'Union.

Mme Nathalie Loiseau participera également à la session du conseil affaires générales en format «article 50», qui se tiendra à 27 pour préparer la sortie du Royaume-Uni. Sur la base du rapport conjoint du négociateur de l'Union européenne publié le 8 décembre, les ministres examineront l'état d'avancement des négociations et la recommandation de la Commission de passer à la seconde phase des négociations. Il revient désormais aux chefs d'État ou de gouvernement de décider si des progrès suffisants ont été réalisés - permettant ainsi de passer à la deuxième étape des négociations, qui portera sur le cadre de la future relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et sur une éventuelle période de transition.

Il a enfin répondu à la question suivante :

3 - Irak

Q - Après l'annonce du Premier ministre irakien d'une victoire contre Daech, que compte faire la France ?

R - Nous poursuivons notre effort pour accompagner l'Irak dans les défis auxquels il doit faire face en matière de sécurité, de réconciliation nationale, de reconstruction et de mise en oeuvre d'une gouvernance inclusive au bénéfice de l'ensemble de sa population. Cette étape sera cruciale pour empêcher durablement la résurgence du terrorisme.

C'est dans cette perspective que M. Jean-Yves Le Drian a signé, le 5 octobre à l'occasion de la visite du Premier ministre irakien à Paris, une convention octroyant un prêt budgétaire de 430 millions d'euros à l'Irak, qui permettra de faciliter l'obtention de programmes financiers internationaux, essentiels dans la phase de reconstruction.

Dans le prolongement de cette visite, qui a permis de donner une nouvelle impulsion à notre relation bilatérale dans tous les domaines, M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est rendu à Bagdad le 6 décembre pour présider la première commission mixte économique depuis 2015. Cette commission a vocation à préparer l'établissement de nouveaux partenariats entre nos deux pays dans la perspective de la reconstruction du pays. M. Jean-Baptiste Lemoyne était accompagné d'une délégation d'une vingtaine d'entreprises françaises, qui ont participé à la réunion du club d'affaires franco-irakien et dont plusieurs, déjà présentes en Irak, participent à l'effort de reconstruction (telles que Suez, Thalès, Schneider Electric, Vinci Construction et Bouygues Construction)/.